Artefact

Techniques, histoire et sciences humaines

10 | 2019

Les débuts du Conservatoire des arts et métiers

Frédéric Graber et Martin Giraudeau (dir.), *Les Projets. Une histoire politique (XVI^e-XX^e siècles)*

Paris, Presses des Mines, collection « Sciences sociales », 2018

Jérôme Lamy

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/artefact/4371>

DOI : 10.4000/artefact.4371

ISSN : 2606-9245

Éditeur :

Association Artefact. Techniques histoire et sciences humaines, Presses universitaires du Midi

Édition imprimée

Date de publication : 15 octobre 2019

Pagination : 249-254

ISBN : 978-2-8107-0650-1

ISSN : 2273-0753

Référence électronique

Jérôme Lamy, « Frédéric Graber et Martin Giraudeau (dir.), *Les Projets. Une histoire politique (XVI^e-XX^e siècles)* », *Artefact* [En ligne], 10 | 2019, mis en ligne le 06 août 2020, consulté le 02 décembre 2020.
URL : <http://journals.openedition.org/artefact/4371> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/artefact.4371>

Ce document a été généré automatiquement le 2 décembre 2020.

Artefact, Techniques, histoire et sciences humaines est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Frédéric Graber et Martin Giraudeau (dir.), *Les Projets. Une histoire politique* (XVI^e-XX^e siècles)

Paris, Presses des Mines, collection « Sciences sociales », 2018

Jérôme Lamy

RÉFÉRENCE

Frédéric Graber et Martin Giraudeau (dir.), *Les Projets. Une histoire politique (XVI^e-XX^e siècles)*, Paris, Presses des Mines, collection « Sciences sociales », 2018, 314 p.

- 1 Les projets constituent à n'en pas douter un mode spécifique d'organisation des actions humaines. Les éditeurs de cet ouvrage ont souhaité mettre à plat l'ensemble des définitions disponibles pour mieux saisir la diversité sociohistorique des déploiements possibles des « formes projets » (p. 20). Dans l'introduction, Frédéric Graber et Martin Giraudeau rappellent les cinq principales « définitions restrictives » (p. 11) autour desquelles s'organise l'essentiel de l'historiographie des sciences sociales sur le sujet : l'époque moderne serait « l'âge des projets », du « changement, de la nouveauté comme visée, comme entreprise acceptable » (p. 12), le projet serait « anhistorique » (présent depuis toujours, mais inscrit dans des particularités « incommensurables » [p. 14]), le projet pourrait n'être que la forme très contemporaine d'organisation du capitalisme (p. 6), le projet comme mode de gestion suppose le déploiement d'un « management de projet » (p. 17) impliquant la structuration et la coordination systématiques des actions, le projet est enfin parfois conçu comme un moyen d'innover entre « incertitude, confusion et urgence » (p. 19). Contre ces cinq définitions trop peu généralisables, Frédéric Graber et Martin Giraudeau proposent une « définition inclusive qui [...] permette de prendre en compte l'entière diversité des façons de faire projet » (p. 20). Les auteurs identifient l'« autorisation préalable » (p. 20), comme critère définitionnel principal, ce qui suppose une attente collective. L'attention aux « formes-

projets » (p. 21) permet de cerner des régularités et des récurrences. L'intérêt heuristique d'une telle approche est de permettre une vue plus ample sur la portée politique des projets effectivement mis en œuvre : les alternatives écartées témoignent de choix spécifiques. La symétrisation est un moyen de cerner les voies politiques sous-jacentes à chaque projet (p. 23). Le projet n'est pas seulement un vecteur d'innovation, il est aussi essentiel dans la maintenance des « dimensions en quelque sorte *infrastructurelles* de l'action » (p. 25). La définition extensive des formes projets permet ensuite de décliner des enquêtes resserrées sur des modalités de coordination et de structuration de l'action collective. L'ouvrage se divise en deux grandes parties : la première recense « quelques formes projets » (p. 27), la seconde est centrée sur « les techniques de projet » (p. 135). Je prendrai ici l'exemple de quelques chapitres plus spécifiquement articulés aux problématiques de l'histoire des techniques.

- 2 Koji Yamamoto met au jour la figure des « *projectors* » dans l'Angleterre de l'époque moderne. Dès le XVI^e siècle, l'ingéniosité constitue une valeur politique positive que sanctionne la progressive structuration de ce marché de l'innovation par les brevets. Koji Yamamoto identifie quatre types de projets : le « transfert technologique » (ou l'amélioration de l'existant) (p. 44), l'exploitation de ressources ignorées jusque-là, la mobilisation de « la prérogative royale » (p. 45), l'amélioration des infrastructures. Le projet se trouve donc inscrit dans un ordre politique capable d'assumer la transformation du monde et supporte l'idée d'un enrichissement. Mais peu à peu, les projets vont faire l'objet de nombreuses critiques dans l'Angleterre moderne. D'abord, ceux qui les portent peuvent manifester des « comportements de recherche de rente » (p. 47). Ensuite, « les détenteurs de brevets de monopole industriel » (p. 47) faussent la dynamique commerciale. Les autorités politiques du XVII^e siècle tenteront de circonscrire ces détournements de l'idée de projet. Le « faiseur de projet » a été associé à la figure de l'alchimiste (p. 48-49), le rapprochant de « l'escroc » par des « promesses improbables » (p. 49). Peu à peu, des « procédures d'expertise » (p. 52) émergent qui visent précisément à réguler et à assainir l'univers des projets. La place de l'État est reconfigurée et « la notion d'émulation acquiert une nouvelle signification » (p. 53).
- 3 Éveline Payen-Variéras met au jour une autre évolution de la forme projet en s'intéressant à la construction des chemins de fer aux États-Unis pendant le XIX^e siècle. L'ajustement entre les décisions politiques locales et les dynamiques commerciales détermine les modalités des projets de chemins de fer : « la plupart [...] sont entrepris par des compagnies à charte (*corporations*) créées officiellement par les assemblées législatives des États-Unis qui leur accordent certains privilèges du souverain comme le droit d'expropriation, ou parfois la responsabilité limitée pour les dettes de la compagnie » (p. 57). Éveline Payen-Variéras est attentive à toutes les composantes en interaction (usagers, promoteurs, médias...). Elle distingue une première période, « de la fin des années 1820 au début des années 1830 » (p. 58), au cours de laquelle les projets sont portés « soit » par « des parlements des États fédérés, soit – plus souvent – [par des] initiatives locales prises en marge de ces programmes avec ou sans l'aide des pouvoirs publics » (p. 58). C'est un capitalisme essentiellement local qui forme les projets infrastructurels (p. 61). Après 1830, avec la crainte d'une dérive monopolistique, « il n'est plus question pour le Congrès fédéral d'accorder des chartes ou de prendre des participations dans le capital de canaux ou de routes nationales » (p. 62). Désormais « les assemblées des États fédérés [...] déterminent le statut des compagnies de chemins de fer, comme ceux des banques et ceci par le biais de lois spéciales qui constituent les

groupes de promoteurs en *corporations* » (p. 62). Les assemblées des États prennent donc une importance considérable dans la formation des projets de lignes, notamment en favorisant les « négociations entre différents groupes de bailleurs de fonds, ou entre les financiers et les sous-traitants qui sont chargés de la construction » (p. 64). Dans les années 1840, la dynamique capitaliste modifie la logique d'instigation des projets de chemins de fer : ce sont désormais les « responsables de l'exploitation des lignes, les maîtres d'œuvre des chantiers et les financiers [...] » (p. 65) qui produisent l'offre de construction. Tout l'intérêt de l'approche proposée par Évelyne Payen-Variéras est de s'écarter des perspectives téléologiques pour saisir des modalités fluctuantes et contingentes d'appropriation des formes projets.

- 4 Le chapitre que Florent Champy consacre aux projets architecturaux révèle les effets des transformations urbaines, administratives, politiques et économiques récentes sur la possibilité de concevoir, planifier et prévoir l'édification. Le « projet de construction », saisi dans le processus d'apprentissage des écoles d'architecture permet de mettre au jour un « mode de pensée » (p. 122). Ébauchant une forme générale selon un ordre qui reste à appréhender, les élèves architectes testent des projections possibles du bâtiment. L'« analyse », la « schématisation », l'« expérimentation », la « synthèse » et l'« évaluation » sont autant de « séquences » qui scandent le travail d'élaboration (p. 124). Florent Champy identifie une « double exigence » dans la phase de conception : la « cohérence intemporelle des décisions prises » et l'« anticipation des décisions qui pourraient être prises au stade ultérieur » (p. 125). C'est ici la « prudence » (p. 126) comme mode d'action à part entière, qui est mobilisée. L'émergence, à partir des années 1970, de programmes indiquant les contraintes pesant sur le projet architectural, a transformé l'approche de l'édification. Les obligations économiques de l'immobilier restreignent les conditions de possibilité de l'expression des architectes.
- 5 Liliane Hilaire-Pérez retrace, dans un chapitre éclairant, les monopoles attribués pour des inventions en France et en Angleterre aux XVII^e et XVIII^e siècles. *Patents* et privilèges opèrent comme des régulateurs de projets novateurs. La « tension » essentielle qui structure cette pratique se joue « entre l'incitation à la production de savoirs nouveaux » et « la promotion de leur usage en société » (p. 138). Les *patents* au XVII^e siècle, en Angleterre, ont été utilisés pour des « inventions techniques » comme pour des « entreprises économiques » (p. 139). Peu à peu, et pour éviter les risques d'emballements financiers, un « cadre juridique marqué par le droit positif » est érigé (p. 140). Les inventeurs sont responsabilisés même si la puissance publique se tient plutôt à distance de ce secteur. En France, « le lien entre les privilèges exclusifs et la protection des inventeurs n'est officiellement instauré que par la déclaration royale de 1762 » (p. 141). La dynamique marchande et la dynamique patrimoniale (celle qui maintient des groupes sociaux soudés) se nouent. Le milieu du XVIII^e siècle correspond à un important changement : l'administration collective des privilèges s'impose pour mieux évaluer les bienfaits potentiels des inventions sur le royaume tout entier (p. 144). Le « Bureau du Commerce » cherche à réguler l'innovation et à « préserver les ressources du plus grand nombre » (p. 144). Dans le cas français, l'invention intègre peu à peu le répertoire des techniques de gouvernement et s'impose comme un instrument politique disponible pour l'action publique.
- 6 Nicolas Verdier examine comment la production de cartes et de plans, en France, au XVIII^e siècle, a nourri la possibilité de mener à bien des projets. La carte met en jeu la

« bilocation » (p. 150) en permettant de voir un lieu tout en étant physiquement ailleurs ; elle condense aussi « un *paradoxe temporel* » (p. 151) puisqu'elle peut porter des notifications historiques. Les ingénieurs des Ponts ont développé le répertoire graphique de la projection dans le cadre des « atlas Trudaine » (p. 152). La carte participe d'une stratification progressive des projets ; par exemple, elle peut « intégrer les nouveautés routières pour contribuer à la fabrication de la carte suivante » (p. 155). Mais ce processus est « fragile », car « la double bilocation de la carte n'est pas évidente pour les interlocuteurs de la direction des Ponts-et-Chaussées » (p. 155). Surtout, Nicolas Verdier montre que l'on peut passer de la carte de projet à la carte visant une communication plus large : il est permis, pour les ingénieurs, de proposer des futurs possibles pour l'édification publique.

- 7 Le chapitre que Claude Rosental consacre aux démonstrations technologiques aux États-Unis en ce tout début du *xxi*^e siècle permet de mieux saisir les spécificités d'un déploiement argumentatif articulant différentes « ressources matérielles et symboliques » (p. 237). Le matériau empirique récolté dépasse la simple juxtaposition de preuves et de méthodes de persuasion (p. 237). Les démonstrations sont d'abord des moyens, pour celles et ceux qui développent un projet de nouer des relations, de se présenter et, éventuellement, d'intéresser le plus grand nombre. Claude Rosental souligne que les « démos » sont l'occasion de mettre à l'épreuve des projets, sans toutefois en dévoiler toutes les facettes. Le secteur de la R&D est particulièrement sensible à la pérennisation des financements via la multiplication des démonstrations comme moyen « de promotion auprès des autorités économiques et politiques, des journalistes et du grand public » (p. 244). Enfin, les « démos » sont construites comme des projets révisables, dont la stabilité relative devient un enjeu crucial.
- 8 En conclusion de l'ouvrage, Frédéric Graber et Mathieu Giraudeau insistent sur les grandes lignes théoriques que les différentes études de cas rassemblées dans l'ouvrage ont permis de mettre au jour. Ils tentent notamment, dans un geste réflexif, de conjurer tout à la fois le spectre d'une sorte d'immuabilité historique du projet et l'illusion de ruptures radicales (surtout contemporaines) dans la façon de concevoir le projet. Ils plaident surtout pour une attention soutenue aux contextes de valorisation et de promotion des formes-projets. Ils remarquent, à juste titre, que les « moments de visibilité » des projets « sont souvent aussi des occasions de théorisation et de conceptualisation [...] » (p. 247). Pour illustrer leur parti pris épistémologique, Frédéric Graber et Mathieu Giraudeau passent en revue quatre « fausses » évidences dans la façon d'aborder les formes-projets. Ils remarquent, tout d'abord, que l'on n'est pas passé du plan au projet au *xx*^e siècle. La démonétisation sémantique du terme « plan » ne signifie nullement que le projet constituerait une nouveauté radicale. L'idée que les projets contemporains seraient plus complexes est également battue en brèche par Frédéric Graber et Mathieu Giraudeau : les voyages des périodes médiévales et modernes constituent, à n'en pas douter, des entreprises plus incertaines que les projets techniques contemporains (p. 260-261). L'insistance de l'historiographie sur l'émergence moderne de la figure du « faiseur de projet » est également nuancée. D'une part les « continuités avec des formes médiévales » (p. 267) existent ; d'autre part, l'apparition de « l'expert » s'inscrit dans la suite des pratiques de faiseurs de projets (p. 267). À la question de savoir si nous « vivons [...] un âge des projets » (p. 267), Frédéric Graber et Mathieu Giraudeau répondent, là encore, par une certaine prudence heuristique. Ils soutiennent à bon droit qu'il est, en toute rigueur, impossible (et

contre-productif d'un point de vue scientifique comme d'un point de vue politique) d'amalgamer toutes les formes-projets qui s'imposent aujourd'hui (du projet d'enfant au projet de recherche). Les deux chercheurs invitent à une salutaire « dénaturalisation » des discours concernant les projets, qui font de ces derniers des évidences décontextualisées de toutes les pratiques sociales et politiques qui, en réalité, les façonnent.

- 9 L'ouvrage convainc non seulement par la diversité des points de vue adoptés, mais également par le souci de ne jamais céder ni à des généralisations abusives ni à une fragmentation impuissante à capter les traits majeurs des différentes formes-projets saisissables à travers le temps.

AUTEURS

JÉRÔME LAMY

CNRS, CERTOP (UMR 5044), université Toulouse—Jean-Jaurès